



Commune de Chaudeyrac

DÉPARTEMENT DE LA LOZÈRE

AR_2023_034

Préfecture de la Lozère
Date de réception de l'AR: 26/10/2023
048-214800450-AR_2023_034-AR

Arrêté portant permission de voirie - DRIVOPTIC

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L 2212-2 et L 2213-1,

Vu le code de la route,

Vu le code de la voirie routière,

Vu la demande de l'entreprise DRIVOPTIC en date du 24/10/2023 qui souhaite effectuer un audit Telecom en occupant temporairement le domaine public,

Considérant qu'il y a lieu de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité de tous pendant les travaux,

ARRÊTE

Article 1 : Du Lundi 30 Octobre 2023 au Vendredi 24 Novembre 2023 inclus, l'entreprise DRIVOPTIC est autorisée à procéder à l'audit Telecom (contrôle de chambre télécom et boîtier aérien sur poteaux) sur l'ensemble des voies communales.

Article 2 : Les travaux devront être exécutés par une main d'oeuvre spécialisée dans les règles de l'art.

Article 3 : Toute modification éventuelle de réseaux, poteaux électriques, bouches d'égout, ... etc sont à la charge du permissionnaire.

Article 4 : Le permissionnaire a la charge de la signalisation de son chantier dans les conditions prévues par l'instruction ministérielle sur la signalisation routière. Il sera en outre responsable de tous les dommages et accidents pouvant résulter des travaux.

Article 5 : Le permissionnaire précisera au maire, suffisamment à l'avance, la date à laquelle débiteront les travaux de façon, à ce qu'il puisse en suivre l'exécution ou vérifier l'implantation des ouvrages.

Article 6 : Aussitôt après l'achèvement des travaux, le permissionnaire sera tenu d'enlever tous les décombres, terres, dépôts de matériaux, gravois, immondices et de réparer immédiatement tous les dommages qu'il aura pu causer à la voie publique et à ses dépendances.

Article 7 : La présente autorisation n'est valable que pour une utilisation dans les trois mois à partir de la date du présent arrêté. Elle sera périmée de plein droit s'il n'en a pas été fait usage avant l'expiration de ce délai. Elle est en outre accordée à titre précaire et pourra être modifiée ou révoquée en tout ou partie, soit en cas d'inexécution des conditions d'autorisation, soit dans le cas où l'administration le jugerait utile pour les besoins de la voirie ou dans un but quelconque d'intérêt public. Le permissionnaire devrait alors, et sur la notification d'un arrêté de mise en demeure, se conformer aux mesures qui lui seraient prescrites, sans pouvoir prétendre à aucune indemnité.

Article 8 : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 9 : Monsieur le Maire et l'entreprise DRIVOPTIC sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le 26/10/2023

Mr ROMIEU Serge,
Maire de Chaudeyrac

